

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES

F. 93 — 2719

25 OCTOBRE 1993. — Arrêté royal fixant l'allocation des commissaires du gouvernement auprès des Conseils nationaux des Instituts professionnels créés en exécution de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, notamment l'article 7, § 3, modifié par la loi du 15 juillet 1985;

Sur la proposition de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. Il est octroyé, à charge du budget des Instituts professionnels créés en exécution de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, une allocation de 8 000 francs par mois civil aux commissaires du gouvernement auprès des Conseils nationaux desdits Instituts professionnels.

§ 2. Les commissaires du gouvernement suppléants ont droit, à charge du budget des Instituts professionnels, à une allocation de 4 000 francs pour chaque réunion des Conseils nationaux où ils remplacent les commissaires du gouvernement, en cas d'empêchement de ceux-ci.

Le montant total de cette allocation ne peut toutefois dépasser 8 000 francs par mois civil.

§ 3. Les allocations mentionnées aux §§ 1er et 2 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation suivant le régime appliqué au personnel des Ministères.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 17 mai 1993.

Art. 3. Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 93 — 2719

25 OKTOBER 1993. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de toelage van de regeringscommissarissen bij de Nationale Raden van de in uitvoering van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen opgerichte Beroepsinstituten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, inzonderheid op artikel 7, § 3, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1985;

Op de voordracht van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Aan de regeringscommissarissen bij de Nationale Raden van de in uitvoering van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen opgerichte Beroepsinstituten wordt, ten laste van de begroting van deze Beroepsinstituten, een toelage verleend van 8 000 frank per kalendermaand.

§ 2. De plaatsvervangende regeringscommissarissen hebben, ten laste van de begroting van de Beroepsinstituten, recht op een toelage van 4 000 frank voor elke vergadering van de Nationale Raden waarop ze de regeringscommissarissen vervangen ingeval deze verhinderd zijn.

Het totaal bedrag van deze toelage mag echter 8 000 frank per kalendermaand niet overschrijden.

§ 3. De in §§ 1 en 2 vermelde toelagen zijn gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen volgens het regime dat op het personeel van de Ministeries van toepassing is.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 17 mei 1993.

Art. 3. Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,

A. BOURGEOIS

MINISTERE DES FINANCES

F. 93 — 2720

[C — 3795]

22 NOVEMBRE 1993. — Arrêté ministériel relatif à l'attribution de lots complémentaires en nature au Lotto et au Joker

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1993 portant le règlement du Lotto et du Joker, loteries publiques organisées par la Loterie nationale, notamment l'article 27;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 93 — 2720

[C — 3795]

22 NOVEMBER 1993. — Ministerieel besluit betreffende de toekenning van bijkomende loten in natura aan de Lotto en de Joker

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 1993 tot bepaling van het reglement van de Lotto en van de Joker, openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij, inzonderheid op artikel 27;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Vu l'urgence, motivée par la considération que la campagne promotionnelle en faveur du Lotto et du Joker visée par le présent arrêté postule sans délai un ensemble de mesures d'ordre pratique,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o première période : les 30 tirages du Lotto et du Joker organisés par la Loterie nationale à partir du 27 novembre 1993 jusqu'au 9 mars 1994;

2^o deuxième période : les 20 tirages du Lotto et du Joker organisés par la Loterie nationale à partir du 12 mars jusqu'au 18 mai 1994;

3^o tickets de jeu : le ticket de jeu visé à l'article 13 de l'arrêté royal du 5 septembre 1993 portant le règlement du Lotto et du Joker, loteries publiques organisées par la Loterie nationale.

Art. 2. Chacun des tirages du Lotto de la première et de la deuxième périodes peut être assorti d'un tirage au sort complémentaire qui, basé sur les tickets de jeu, attribue deux lots complémentaires en nature.

Art. 3. § 1er. Prennent exclusivement part aux tirages au sort complémentaires organisés au cours de la première période, les tickets de jeu :

1^o qui, au cours de cette première période, se rapportent à une participation à au moins deux tirages successifs du Lotto et du Joker et ce, à concurrence d'une mise Lotto et Joker qui, cumulée, est par tirage égale ou supérieure à 150 francs;

2^o dont le dernier ou le premier des tirages Lotto et Joker successifs auxquels se rapporte leur participation est respectivement fixé le 27 novembre 1993 ou le 9 mars 1994 et dont la mise correspond à celle visée au 1^o.

§ 2. Prennent exclusivement part aux tirages au sort complémentaires organisés au cours de la deuxième période, les tickets de jeu :

1^o qui, au cours de cette deuxième période, se rapportent à une participation à au moins deux tirages successifs du Lotto et du Joker et ce, à concurrence d'une mise Lotto et Joker qui, cumulée, est par tirage égale ou supérieure à 170 francs;

2^o dont le dernier ou le premier des tirages Lotto et Joker successifs auxquels se rapporte leur participation est respectivement fixé le 12 mars 1994 ou le 18 mai 1994 et dont la mise correspond à celle visée au 1^o.

§ 3. Le nombre de tirages au sort complémentaires auxquels prennent part les tickets de jeu visés aux §§ 2 et 3 correspond au nombre de tirages du Lotto et du Joker auxquels se rapporte la participation desdits tickets de jeu au cours des périodes concernées.

Art. 4. Chacun des lots complémentaires en nature est constitué d'un voyage pour une personne aux Etats Unis d'Amérique, organisé entre le 16 juin et le 17 juillet 1994, dans le cadre de la phase finale de la Coupe du monde de football.

D'une valeur approximative de 75 000 francs chacun, les lots complémentaires en nature visés à l'alinéa 1er ne sont pas convertibles en espèces ou échangeables contre un lot d'une autre nature.

La Loterie nationale fixe les modalités pratiques liées aux voyages visés à l'alinéa 1er.

Art. 5. Les tirages au sort sont effectués par un huissier de justice à l'aide d'un ordinateur de la Loterie nationale.

Ils désignent chacun de façon aléatoire deux tickets de jeu, parmi ceux visés à l'article 3, et portent sur les 11 premiers chiffres du numéro de série desdits tickets. Le numéro de série concerné est celui qui, mentionné au bas de chaque ticket de jeu, comporte 14 chiffres scindés respectivement en un groupe de 3 chiffres, un groupe de 8 chiffres et un groupe de 3 chiffres, chaque groupe étant séparé par un tiret.

Ils ont lieu au siège de la Loterie nationale, rue du Cardinal Mercier 6, à 1000 Bruxelles, le même jour que celui des tirages Lotto et Joker auxquels ils sont rattachés et ce, aux heures définies par la Loterie nationale.

Ils sont effectués publiquement sous la surveillance du huissier de justice visé à l'alinéa 1er et du conseil d'administration de la Loterie nationale et sous la direction du directeur général de la Loterie nationale ou de son délégué.

Art. 6. La Loterie nationale diffuse les résultats des tirages par les moyens qu'elle juge utiles.

Art. 7. Les tickets de jeu gagnants doivent être présentés au siège de la Loterie nationale, au plus tard, sous peine de déchéance, dans un délai de quinze jours à compter du jour du tirage au sort complémentaire concerné.

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door de overweging dat de promotionele campagne ten voordele van de Lotto en van de Joker die bedoeld is bij dit besluit, zonder verwijl een geheel van praktische maatregelen vereist,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1^o eerste periode : de 30 trekkingen van de Lotto en van de Joker georganiseerd door de Nationale Loterij vanaf 27 november 1993 tot 9 maart 1994;

2^o tweede periode : de 20 trekkingen van de Lotto en van de Joker georganiseerd door de Nationale Loterij vanaf 12 maart tot 18 mei 1994;

3^o deelnemingsticketten : het deelnemingsticket bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 5 september 1993 tot bepaling van het reglement van de Lotto en van de Joker, openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij.

Art. 2. Elk van de Lotto-trekkingen van de eerste en tweede periode kan gepaard gaan met een bijkomende lottrekking die, gebaseerd op de deelnemingsticketten, twee bijkomende loten in natura toekent.

Art. 3. § 1. Uitsluitend die deelnemingsticketten nemen deel aan de bijkomende lottrekkingen georganiseerd tijdens de eerste periode :

1^o die, in de loop van deze eerste periode, betrekking hebben op ten minste twee opeenvolgende trekkingen van de Lotto en van de Joker, en dit voor een gecumuleerde Lotto- en Joker-inzet van 150 F of meer per trekking;

2^o waarvan de laatste of de eerste der opeenvolgende Lotto- en Joker-trekkingen waaraan ze deelnemen respectievelijk plaatsheeft op 27 november 1993 of 9 maart 1994 en waarvan de inzet overeenstemt met die bedoeld onder 1^o.

§ 2. Uitsluitend die deelnemingsticketten nemen deel aan de bijkomende lottrekkingen georganiseerd tijdens de tweede periode :

1^o die, in de loop van deze tweede periode, betrekking hebben op ten minste twee opeenvolgende trekkingen van de Lotto en van de Joker, en dit voor een gecumuleerde Lotto- en Joker-inzet van 170 F of meer per trekking;

2^o waarvan de laatste of de eerste der opeenvolgende Lotto- en Joker-trekkingen waaraan ze deelnemen respectievelijk plaatsheeft op 12 maart 1994 of 18 mei 1994 en waarvan de inzet overeenstemt met die bedoeld onder 1^o.

§ 3. Het aantal bijkomende lottrekkingen waaraan de deelnemingsticketten bedoeld in de §§ 2 en 3 deelnemen, komt overeen met het aantal Lotto- en Joker-trekkingen waaraan deze deelnemingsticketten gedurende de betrokken perioden deelnemen.

Art. 4. Elk van de bijkomende loten in natura bestaat uit een reis voor één persoon naar de Verenigde Staten van Amerika, georganiseerd tussen 16 juni en 17 juli 1994, in het kader van de eindronde van de Wereldbeker Voetbal.

De in het eerste lid bedoelde bijkomende loten in natura van ongeveer 75 000 F elk, kunnen niet omgezet worden in specien of geruild worden tegen een ander lot in natura.

De Nationale Loterij stelt de praktische voorwaarden vast voor de in eerste lid bedoelde reizen.

Art. 5. De lottrekkingen worden uitgevoerd door een gerechtsdeurwaarder met behulp van een computer van de Nationale Loterij.

Elke trekking duidt willekeurig twee deelnemingsticketten aan, onder die bedoeld in artikel 3. Elke trekking slaat op de eerste 11 cijfers van het serienummer van die ticketten. Het bedoelde serienummer is het nummer dat vermeld staat oonderaan elk deelnemingsticket en dat bestaat uit 14 cijfers gesplitst in een groep van 3 cijfers, een groep van 8 cijfers en een groep van 3 cijfers. Elke groep is afgescheiden door een streepje.

De trekkingen vinden plaats ten zetel van de Nationale Loterij, Kardinaal Mercierstraat 6, te 1000 Brussel, dezelfde dag als de Lotto- en Joker-trekking waaraan zij verbonden zijn en op het uur bepaald door de Nationale Loterij.

Zij worden uitgevoerd in het openbaar onder toezicht van de gerechtsdeurwaarder bedoeld in het eerste lid en van de raad van bestuur van de Nationale Loterij en onder leiding van de directeur-generaal van de Nationale Loterij of van zijn afgevaardigde.

Art. 6. De Nationale Loterij verspreidt de resultaten van de trekkingen met de door haar nuttig geachte middelen.

Art. 7. De winnende deelnemingsticketten moeten, op straffe van nietigheid, aangeboden worden ten zetel van de Nationale Loterij, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de dag van de betrokken bijkomende lottrekking.

Le porteur du ticket de jeu gagnant est réputé être la personne bénéficiaire du lot en nature.

Lors de la présentation de son ticket de jeu gagnant, le porteur est tenu de communiquer ses nom, prénom et adresse à la Loterie nationale qui lui délivrera une attestation écrite, dûment datée et signée, confirmant la réclamation de son lot.

Seule cette attestation fait foi de la présentation d'un ticket de jeu gagnant au siège de la Loterie nationale.

Art. 8. Les lots non réclamés dans le délai visé à l'article 7, alinéa 1er, sont prescrits et acquis à la Loterie nationale.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 novembre 1993.
Bruxelles, le 22 novembre 1993.

Ph. MAYSTADT

De drager van het winnend deelnemingsticket wordt geacht de winnaar te zijn van het lot in natura.

Bij het aanbieden van zijn winnend deelnemingsticket moet de drager zijn naam, voornaam en adres meedelen aan de Nationale Loterij die hem een geschreven, gedagtekend en ondertekend attest zal overhandigen, en aldus zal bevestigen dat hij zijn lot heeft opgeëist.

Uitsluitend dit attest geldt als bewijs voor het aanbieden van een winnend deelnemingsticket ten zetel van de Nationale Loterij.

Art. 8. De loten die niet opgeëist werden binnen de termijn bedoeld in artikel 7, eerste lid, zijn vervallen en verblijven aan de Nationale Loterij.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 27 november 1993.
Brussel, 22 november 1993.

Ph. MAYSTADT

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2721

[C — 27506]

16 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant pour 1993 les modalités de répartition du crédit de 330 millions de francs inscrit à l'allocation de base 43.05.02 de la section 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1993

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 2°;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 9 août 1980 et par la loi du 4 juillet 1989;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 17 décembre 1992, contenant le budget général des dépenses du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1993, notamment l'article 43.05.02;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 janvier 1992, fixant la répartition des compétences entre les Ministres-Membres de l'Exécutif régional wallon et réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Considérant qu'en raison de ses compétences particulières en matière de tutelle sur les communes, la Région wallonne ne peut ignorer les difficultés particulières et spécifiques auxquelles sont confrontées certaines communes;

Considérant que ces difficultés — dont les communes ne portent aucune responsabilité — risquent de mettre en péril l'équilibre budgétaire et financier desdites communes;

Considérant qu'il est important que la Région wallonne prenne des mesures incitant les communes à développer des actions notamment en matière de sécurité et d'actions sociales;

Considérant que les communes sont de plus en plus sollicitées par leurs citoyens en fonction de la situation socio-économique actuelle;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle la répartition du crédit inscrit à l'article 43.05.02 du programme 02 de la section 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1993, article intitulé « Actions spécifiques ponctuelles en faveur des communes ».

Art. 2. Sont attribués aux communes de 2e catégorie et de 3e catégorie dont la dotation principale au Fonds des communes pour l'année 1993 est inférieure à la quote-part attribuée en 1992 majorée du pourcentage d'augmentation du Fonds des communes pour l'année 1993 par rapport à l'année 1992, 50 % du montant arrondi au franc inférieur de la différence entre la quote-part de la dotation principale pour 1993 et la quote-part de la dotation principale pour 1992 augmentée de 1,78 %, pour autant que lesdites communes respectent pour l'exercice 1991 les conditions fiscales reprises à l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 septembre 1989 réglant les mesures d'exécution du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes.

Art. 3. Du solde restant du crédit visé à l'article 1er, sont prélevés dans l'ordre de priorité énoncé ci-après les montants nécessaires aux actions spécifiques ponctuelles en faveur des communes :

§ 1er. Une allocation de F 100 000 (cent mille francs) est accordée par agent des douanes et accises du Ministère des Finances réaffecté au sein des communes wallonnes, à condition que cet agent soit affecté à des tâches d'exclusion sociale, de sécurité et/ou d'environnement; chaque commune reçoit au maximum 10 (dix) allocations de F 100 000 (cent mille francs).

§ 2. 1° Une dotation spéciale d'un montant maximum de F 48 000 000 (quarante-huit millions de francs) est répartie entre toutes les communes de la Région wallonne qui organisent une permanence de police 24 heures sur 24 telle que définie à l'article 22, § 1er, du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes.